



Convention d'adhésion aux services communs de la communauté de communes Terres d'Argentan Interco par le SMAEP

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Terres d'Argentan Interco, représentée par Frédéric LEVEILLE, son président, dûment autorisée à cet effet par délibération du Bureau communautaire en date du ;

ET

Le SMAEP représentée par Michel LERAT, son Président, dûment autorisé à cet effet par une délibération du Bureau en date du ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L5211-4-2,
Vu les statuts de Terres d'Argentan interco,
Vu les statuts du SMAEP,
Considérant que le SMAEP ne dispose pas de services supports pour assurer ses missions et doit en conséquence s'appuyer sur les services communs de Terres d'Argentan Interco ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'adhésion du SMAEP aux services communs de Terres d'Argentan interco.

Article 2 : services communs mis à disposition du SMAEP

Terres d'Argentan interco met à disposition du SMAEP les services communs suivants :

- la direction des ressources humaines : pour la gestion des agents (paie, carrières, contrats, conditions de travail) ;
- la direction des affaires financières (préparation et clôture budgétaire, formation de la référente administrative et financière) ;
- le service contrôle de gestion (suivi DSP, Veille financière) ;
- le service des affaires juridiques et commande publique (marchés publics, suivi juridique) ;
- la direction des Systèmes d'Information (maintenance informatique).

Article 3 : gestion du service commun

Les services communs sont gérés par Terres d'Argentan interco. Aussi, l'autorité hiérarchique des agents du service commun revient au Président de Terres d'Argentan interco qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Si le service est ainsi géré par le Président de Terres d'Argentan interco qui, dans le cadre de son autorité hiérarchique, dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination, les agents affectés au service commun sont placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du président de TAI ou du président du SMAEP.

Les agents sont rémunérés par Terres d'Argentan interco qui fixe les conditions de travail des personnels ainsi transférés.

Le Président de Terres d'Argentan interco et le Président du SMAEP peuvent donner, par arrêté, sous leur surveillance et leur responsabilité, délégation de signature au chef de service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 4 : conditions financières et modalités de remboursement

Sont constitutives des dépenses du service commun porté par Terres d'Argentan Interco les dépenses décrites en annexe. Les modalités de participation financière du SMAEP aux différents services communs sont définies en annexe.

Chaque mois, Terres d'Argentan Interco transmettra au SMAEP le décompte répartissant ainsi les dépenses comptabilisées au titre du mois échu. Le montant des frais généraux valorisés à 5% des salaires est décompté (au titre d'acompte en nature) de la somme due par l'entité qui porte effectivement ces frais généraux.

Article 5 : assurances et responsabilités

Durant la mise en commun du service, les agents transférés agiront sous la responsabilité de la Communauté de communes Terres d'Argentan interco. Les sommes exposées au titre de cette gestion relèvent de l'article 4. En cas de contentieux indemnitaire, c'est la collectivité publique pour laquelle l'action litigieuse était conduite qui réglera, le cas échéant, les indemnités.

Article 6 : durée et résiliation

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

À Argentan, le.....2025	À Argentan, le.....2025
Le Président du SMAEP, M. Michel LERAT	Le président de Terres d'Argentan Interco, M. Frédéric LEVEILLE

ANNEXES – Dépenses des services communs et modalités financières de participation du SMAEP

1- Direction des ressources humaines :

Sont constitutives des dépenses du service commun géré par Terres d'Argentan Interco :

- la rémunération des agents du service ressources humaines érigé en service commun ;
- les frais généraux inhérents au fonctionnement du service (locaux, matériel, fourniture) sur la base d'un forfait par agent (à défaut de forfait fixé, les frais généraux imputables à chaque agent seront valorisés à hauteur de 5% du coût employeur de l'agent)
- les frais spécifiques liés au fonctionnement du service (logiciel, formation des agents du service, actions transversales de prévention...)

Ne seront pas constitutives des dépenses du service commun mais portées directement à la charge des budgets du SMAEP les dépenses suivantes :

- les frais de formation des agents ne relevant pas du service commun ;
- les autres dépenses portées par le service RH mais directement imputables au fonctionnement d'un service identifié (aménagement d'un poste de travail, diagnostic, étude organisationnelle ciblée...).

Les recettes relevant de la gestion du personnel (remboursements, subventions, indemnisations) ne sont pas portées au crédit du service commun mais directement au crédit du budget de l'établissement concerné. Ainsi, le service commun ne présente aucune recette venant en déduction des dépenses recensées ci-dessus.

Les dépenses du service commun sont mises à la charge du SMAEP selon une clé de répartition agréant à parts égales les indicateurs suivants :

- le nombre de bulletins de salaire émis au cours du dernier exercice clôturé
- l'effectif d'agents permanents (ETP) au 31 décembre du dernier exercice clôturé
- le montant du chapitre 012 de chaque établissement (après déduction du coût des services communs)

Ainsi pour l'exercice N, le montant mis à la charge de chaque partie sera donné par la formule suivante :

$$Ai = \left[\frac{1}{3} \times \frac{NBSi}{NBS} + \frac{1}{3} \times \frac{EFFi}{EFF} + \frac{1}{3} \times \frac{BRHi}{BRH} \right] \times DPC$$

Où :

NBSi représente le nombre de bulletins de salaire émis au titre de l'établissement considéré au cours de l'exercice N-1

NBS représente le nombre total du bulletins de salaire émis par le service commun au cours de l'exercice N-1

EFFi représente l'effectif (ETP) des agents permanents de l'établissement considéré au 31 décembre N-1

EFF représente l'effectif (ETP) de l'ensemble des agents des trois établissements au 31 décembre N-1

BRHi représente le budget constaté au chapitre 012 de l'établissement considéré, tel qu'il apparaît au compte administratif N-1, déduction faite du coût des services communs

BRH représente le budget constaté au chapitre 012 des trois établissements, tel qu'il apparaît au compte administratif N-1, déduction faite du coût des services communs

DPC est le montant des dépenses imputées au service commun au titre de l'exercice N

2- Direction des affaires financières et Service du contrôle de gestion

Sont constitutives des dépenses du service commun géré par Terres d'Argentan Interco :

- la rémunération des agents du service des affaires financières érigé en service commun ;
- les frais généraux inhérents au fonctionnement du service (locaux, matériel, fourniture) sur la base d'un forfait par agent (à défaut de forfait fixé, les frais généraux imputables à chaque agent seront valorisés à hauteur de 5% du coût employeur de l'agent)
- les frais spécifiques liés au fonctionnement du service (logiciel, formation des agents du service, actions transversales de prévention...)

Ne seront pas constitutives des dépenses du service commun mais portées directement à la charge des budgets des différents établissements les dépenses suivantes :

- les frais de formation des agents ne relevant pas du service commun ;
- les autres dépenses portées par le service des affaires financières mais directement imputables au fonctionnement d'un service identifié (étude ciblée, logiciel spécifique, ...).

Le service commun ne présente aucune recette venant en déduction des dépenses recensées ci-dessus.

Les dépenses du service commun sont mises à la charge du SMAEP selon une clé de répartition agréant les indicateurs suivants :

- critère n°1 (C1) : le montant cumulé des recettes et des dépenses, hors reports, de l'ensemble des budgets, tel qu'il ressort du dernier compte administratif connu, après retraitement des dépenses et recettes relatives à la refacturation de personnel (le coût des services communs et des mises à disposition dans le cadre de la mutualisation n'est pas pris en compte ; de même, les refacturations de dépenses de personnel aux budgets annexes ne sont comptées qu'une fois) ;
- critère n°2 (C2): le nombre de budgets (budget principal et budgets annexes) ;
- critère n°3 (C3): le nombre de mandats émis sur le chapitre 011 ;
- critère n°4 (C4): le nombre de mandats réels émis au sein de la section d'investissement ;
- critère n°5 (C5): le montant des recettes réelles d'investissement (hors emprunt)

3- Service commande publique et affaires juridiques

Sont constitutifs des dépenses du service commun porté par Terres d'Argentan Interco :

- la rémunération des agents du service « commande publique et affaires juridiques » érigé en service commun ;
- les frais généraux inhérents au fonctionnement du service (locaux, matériel, fourniture) sur la base d'un forfait par agent (à défaut de forfait fixé, les frais généraux imputables à chaque agent seront valorisés à hauteur de 5% du coût employeur de l'agent)
- les frais spécifiques liés au fonctionnement du service, indistinctement de l'établissement concerné (solutions logicielles communes, formation des agents du service...).

Les dépenses du service commun sont mises à la charge du SMAEP selon une clé de répartition agréant les indicateurs suivants :

- critère n°1 (C₁) : pour chaque exercice, le nombre de lots ayant fait l'objet d'une consultation après publicité (les contrats de concession et les concours d'architecture sont comptés comme équivalant à dix lots) ;
- critère n°2 (C₂) : le décompte annuel des arrêtés et des décisions (à l'exception de celles prises par le bureau communautaire) relevant de l'ensemble des domaines d'intervention à l'exclusion de l'urbanisme et du personnel territorial ;
- critère n°3 (C₃) : le nombre de contentieux ouverts au titre d'un exercice ;
- critère n°4 (C₄) : le nombre d'actes de cession ou d'acquisition foncière signés au titre d'un exercice ;
- critère n°5 (C₅) : le nombre de sinistres déclarés aux compagnies d'assurances au titre d'un exercice ;
- critère n°6 (C₆) : le montant des achats « transversaux » centralisés par le service commun au titre d'un exercice.

Ces critères sont, respectivement, retenus pour évaluer :

- le coût de la préparation des dossiers de consultation des entreprises, de leur publicité, de l'analyse des offres qui en résultent et du suivi de ces contrats ;
- le coût lié à la sécurisation juridique des actes et à leur transmission aux services préfectoraux ;
- le coût du suivi des affaires contentieuses ;
- le coût du suivi des transactions foncières, notamment le lien avec les études notariales ;
- le coût consacré à la gestion des contrats d'assurance ;
- le coût de la centralisation des achats au sein d'une cellule dédiée.

Le montant, A_i, mis à la charge de l'établissement i sera donné par la formule suivante :

$A_i = [0,3 \times C_1 + 0,15 \times C_2 + 0,1 \times C_3 + 0,1 \times C_4 + 0,05 \times C_5 + 0,3 \times C_6] \times DPC$
--

Où :

- C₁ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°1 ;
- C₂ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°2 ;
- C₃ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°3 ;
- C₄ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°4 ;
- C₅ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°5 ;
- DPC est le montant des dépenses imputées au service commun pour la période considérée.

Le montant des critères de répartition est réexaminé chaque année sur la base des dernières données disponibles et demeure applicable jusqu'au terme de l'exercice budgétaire. Ainsi, le coût du service commun est réparti, pour toute l'année N, en exploitant les données issues du dernier budget clôturé, soit celles relatives à l'exercice N-2.

4- Direction des systèmes d'information

Sont constitutifs des dépenses du service commun porté par Terres d'Argentan Interco :

- la rémunération des agents du service « systèmes d'information » et la rémunération du responsable de la sécurité des systèmes d'information, l'ensemble étant érigé en service commun ;
- les frais généraux inhérents au fonctionnement du service (locaux, matériel, fourniture) sur la base d'un forfait par agent (à défaut de forfait fixé, les frais généraux imputables à chaque agent seront valorisés à hauteur de 5% du coût employeur de l'agent) ;
- les frais spécifiques liés au fonctionnement du service, indistinctement de l'établissement concerné (solutions logicielles communes, formation des agents du service...).

Les dépenses du service commun sont mises à la charge du SMAEP selon une clé de répartition agréant les indicateurs suivants :

- critère n°1 (C₁) : le nombre de postes constituant le parc informatique dont le service commun assume la charge de suivi (achat, installation, paramétrages, assistance, renouvellement) ;
- critère n°2 (C₂) : le nombre d'applications métier pour lesquelles le service commun est impliqué (consultation, installation, paramétrages, mises à jour, accompagnement...).

Pour le calcul du critère C₁, les postes pris en compte rassemblent les postes de travail, les postes accessibles au public ainsi que les tablettes. Pour écarter toute référence circulaire dans cette répartition, les postes affectés aux services communs ne sont pas pris en considération. En outre, il est tenu compte de la différence d'intensité de suivi selon l'affectation du poste en retenant la pondération suivante :

- un poste de travail non affecté aux écoles = 1 unité d'œuvre ;
- une tablette ou un poste de travail affecté aux écoles d'Argentan, de Sarceaux ou d'Urou-et-Crennes = 0,25 unité d'œuvre ;
- une tablette ou un poste de travail affecté aux autres écoles = 0,33 unité d'œuvre.

Le montant, A_i, mis à la charge de l'établissement i sera donné par la formule suivante :

$A_i = [0,8 \times C_1 + 0,2 \times C_2] \times DPC$
--

Où :

- C₁ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°1 ;
- C₂ est la part relative de l'établissement considéré, sur le critère n°2 ;
- DPC est le montant des dépenses imputées au service commun pour la période considérée.

Le montant des critères de répartition est réexaminé chaque année sur la base des dernières données disponibles et demeure applicable jusqu'au terme de l'exercice budgétaire. Ainsi, le coût du service commun est réparti, pour toute l'année N, en exploitant les données connues à la fin de l'année N-1.